



MONOPRIX



Communiqué de presse

Dimanche 15 janvier 2023

**PROPOSITION DE LOI DESCROZAILLE :
UNISSANT LEURS VOIX DE FAÇON TOTALEMENT INÉDITE,
AUCHAN, CARREFOUR, GROUPE CASINO (ENSEIGNES CASINO,FRANPRIX,
MONOPRIX), CORA, E.LECLERC, INTERMARCHÉ, LIDL, NETTO, SYSTÈME U
INTERPELLENT LES 577 DÉPUTÉS :
« VOULEZ-VOUS PRENDRE LA RESPONSABILITÉ
D'UNE AGGRAVATION DURABLE DE L'INFLATION ? »**

L'Assemblée nationale va se prononcer ce lundi 16 janvier sur la proposition de loi présentée par les députés Frédéric Descrozaille et Aurore Bergé. Officiellement, il s'agit de « *sécuriser l'approvisionnement des Français en produits de grande consommation* ». Habituellement concurrents, mais là unis de manière inédite, Auchan, Carrefour, groupe Casino (enseignes Casino, Monoprix, Franprix), Cora, E.Leclerc, Intermarché, Lidl, Netto, Système U dénoncent une proposition qui vise en réalité à empêcher la négociation commerciale au profit des très grands industriels, et qui va dramatiquement et durablement alimenter l'inflation.

Unissant leurs voix de manière historiquement inédite, Auchan, Carrefour, groupe Casino (enseignes Casino, Monoprix, Franprix), Cora, E.Leclerc, Intermarché, Lidl, Netto, Système U alertent sur le danger grave que représente cette proposition de loi parce qu'elle ajoutera inévitablement de l'inflation à l'inflation.

Faut-il encore ajouter de l'inflation à l'inflation ?

En cette période de consommation difficile du fait de l'envol des dépenses contraintes comme l'énergie, alors que de nombreux sujets sociaux mobilisent déjà une partie des citoyens, Auchan, Carrefour, groupe Casino (enseignes Casino, Monoprix, Franprix), Cora, E.Leclerc, Intermarché, Lidl, Netto, Système U appellent l'ensemble des députés, toutes appartenances politiques confondues, à mesurer les effets explosifs de cette proposition de loi. Un texte volontairement technique pour masquer ses conséquences inéluctables.

Démonstration de force des grandes marques ?

Cette proposition, ouvertement soutenue par les plus gros représentants d'intérêts de l'agro-industrie (Ilec), permettrait aux grands fournisseurs d'imposer unilatéralement leurs tarifs aux distributeurs, annulant la notion même de "négociations commerciales".

Ces très grands fournisseurs proposent des marques incontournables, que les distributeurs doivent nécessairement proposer pour faire venir les consommateurs dans leurs magasins. Les enseignes seront obligées d'accepter les tarifs que leur imposeront ces multinationales, y

compris avec des augmentations supérieures à 30%. Dès lors, l'idée de "rééquilibrer" les relations n'a pas de sens.

Les PME françaises inévitablement pénalisées

Désastreuse pour les consommateurs français, cette proposition sera inévitablement préjudiciable aux PME françaises, qui annoncent le risque d'une "hausse des prix de 40 à 50%" par la voix du président de la plus importante fédération des PME de l'agroalimentaire. À la différence des grands groupes, les PME seront moins capables de résister à la baisse prévisible des volumes vendus. Ouvertes aux augmentations nécessaires dès lors qu'elles sont discutées et justifiées, beaucoup d'enseignes de distribution se sont récemment engagées, sous l'égide de la ministre chargée des PME et du Commerce, à prendre en charge les hausses transparentes des coûts de l'énergie des fournisseurs les plus modestes.

Auchan, Carrefour, groupe Casino (enseignes Casino, Monoprix, Franprix), Cora, E.Leclerc, Intermarché, Lidl, Netto, Système U font d'ailleurs remarquer que plusieurs ministres ont fait publiquement savoir qu'ils étaient réservés ou défavorables à cette proposition de loi.

Appel à la responsabilité des députés et députées

Aujourd'hui, alors que certains parlementaires semblent avoir choisi d'entendre le lobby des grands industriels au détriment des consommateurs et des PME, c'est le rôle d'Auchan, Carrefour, groupe Casino (enseignes Casino, Monoprix, Franprix), Cora, E.Leclerc, Intermarché, Lidl, Netto, Système U de se mobiliser et d'interpeller.

S'ils mesurent vraiment les conséquences inévitables de cette proposition de loi, est-ce vraiment le message que certains députés veulent adresser à la Nation dans le contexte économique, politique et social qui préoccupe aujourd'hui les citoyens ?

Contacts Presse

Auchan

- mvanoye@auchan.fr - 07 64 49 78 06

Carrefour

- 01 58 47 88 80 / E-mail : presse_france@carrefour.com

Groupe Casino (enseignes Casino, Franprix, Monoprix)

Direction de la communication :

- Stéphanie Abadie - sabadie@groupe-casino.fr - +33 (0)6 26 27 37 05 ou +33(0)1 53 65 24 78 -
directiondelacomunication@groupe-casino.fr

Cora France

- Pyksis Communication cora@zmirov.com

E.Leclerc

- E-mail : e.leclerc@babyone.fr - 01 80 18 18 10

Intermarché, Netto

- Charlotte Rabilloud : 06 62 03 28 34 - charlotte@source-rp.com
- Michelle Kamar : 06 09 24 42 42 - michelle@source-rp.com

Lidl France

- Isabelle Schmidt : 06 22 10 38 66

Système U

- Thierry Desouches - responsable des relations extérieures : thierry.desouches@systeme-u.fr
- Agence TBWA\Corporate : systemeU@tbwa-corporate.com